



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2024-08-00030 DU 08 AOÛT 2024

portant prescriptions complémentaires pour le renouvellement d'autorisation
d'exploiter avec extension et modification des conditions de remise en état d'une
carrière de roche massive calcaires Société SAS BONGARZONE
Commune de Grandchamp

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de l'environnement, notamment son livre I^{er}, titre VIII, son livre II, titre I et son livre V, titre I ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, Préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2023-12-000030 du 6 décembre 2023 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°839 du 7 février 2007 portant autorisation pour l'exploitation d'une carrière de matériau calcaire par la SAS BONGARZONE sur la commune de Grandchamp, lieu-dit « Les Aiguïsons » ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant le 6 février 2020, lui demandant de se conformer aux dispositions des articles 4 et 14 de l'arrêté préfectoral susvisé, ainsi qu'aux dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté ministériel susvisé, dans un délai de six mois ;

VU le porter-à-connaissance du 20 juillet 2021, complété le 4 décembre 2023, sollicitant une demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter avec extension et modification des conditions de remise en état, de l'autorisation actuelle de la carrière de Grandchamp ;

VU les plans de remise en état, joints à la demande précitée ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 juillet 2024 ;

VU l'absence d'observations par le demandeur sur le projet d'arrêté qui a été porté à sa connaissance le 22 juillet 2024 ;

VU l'avis rendu par l'Agence régionale de santé en date du 09 mars 2022 ;

VU l'avis rendu par la Direction départementale des territoires, Service environnement et forêt en date du 10 mars 2022 ;

VU l'avis rendu par la DREAL Grand Est/ SEBP en date du 1^{er} avril 2022 ;

VU l'avis rendu par la DREAL Grand Est/ SEE en date du 10 avril 2024 ;

VU l'avis du Maire de Grandchamp, en tant que représentant de la commune favorable au projet de remise en état en date du 24 juin 2021 ;

CONSIDÉRANT que le projet intervient dans le cadre d'une régularisation d'une exploitation située en dehors du périmètre d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que la demande susvisée de ladite carrière ne constitue pas une modification substantielle au sens du Code de l'environnement mais que cette modification doit être encadrée par des mesures que spécifie le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que le projet ne modifie pas le classement actuel du site ;

CONSIDÉRANT que la société SAS BONGARZONE dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière, les autres installations et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les objectifs et avec les orientations du Schéma départemental des carrières de Haute-Marne ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés à l'article L. 122 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le volume de déchets locaux issus du bâtiment, fixé à 2 000 t/an avec un maximum annuel de 8 000 t/an autorisé dans le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 18 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT l'actualisation des garanties financières ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : Portée de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°839 du 7 février 2007 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

La SAS BONGARZONE dont le siège social est situé 1 Route de Savigny, 52 500 Poinson-lès-Fayl, ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Grandchamp au lieu-dit « Les Aiguïsons », les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées.

Rubrique et libellé de la nomenclature et nature de l'activité		Caractéristiques de l'installation	Régime
2510-1	Exploitation de carrières ou autre extraction de matériaux	Production annuelle de matériaux commercialisables : – moyenne : 50 000 t – maximale : 90 000 t	A
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 KW	Puissance électrique de l'installation mobile de 400 kW	E
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Réception de matériaux de type terre et pierre (2 000 t/an à 8 000 t/an maximum) Surface dédiée à la station de transit : 5 000 m²	D

Le tonnage maximal annuel autorisé est de 50 000 tonnes/an.

Le volume maximal extrait autorisé est de 500 000 m³ sur la durée de l'autorisation.

L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre constitué des parcelles ZE 40, 41 pp et ZE 42 pp représente une superficie de 4 ha 24 4 07 ca. Il est repéré par le périmètre figurant sur le plan joint au présent arrêté en annexe 1.

À l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction porte sur la parcelle 41 pp et 42 pp, et représente une superficie de 3 ha 41 a 53 ca. Il est repéré figurant sur le plan joint au présent arrêté en annexe 1.

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée à 20 ans pour la carrière et les installations de premier traitement.

L'extraction de matériaux commercialisables devra avoir cessé 6 mois au moins avant la date de fin d'autorisation du présent arrêté sauf dans les cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints respectivement en annexe 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 : Bornage

Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°839 du 7 février 2007 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1, l'exploitant est tenu de placer :

1/ Les bornes [A, B, C, D...] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté ;

2/ Un piquetage [1, 2, 3...] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan en annexe 1 du présent arrêté.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'extraction ne devra en aucun cas gagner sur la pelouse sèche voisine qui devra être maintenue.

Article 3 : Phasage

Les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°839 du 7 février 2007 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Chaque phase correspond à une durée de 5 ans et sera effectuée comme suit :

- Phase 1 : extraction jusqu'à la cote 285 m sur la totalité de la carrière ;
- Phase 2 à 4 : approfondissement général (d'Est en Ouest) de la surface concernée jusqu'à la cote minimale 270 m NGF.

Article 4 : Extraction

Les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°839 du 7 février 2007 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

L'extraction autorisée concerne des matériaux calcaires et, est réalisée à sec au moyen d'engins mécaniques et par tirs d'explosifs.

L'exploitation est conduite en 3 gradins : le premier de 4 m (plaquettes) et les deux suivants de 15 m.

Les fronts seront délimités par des banquettes de 5 m.

Elle ne peut être réalisée au-dessous de la cote NGF de 270 m.

Article 5 : Remise en état – Modalités de remise en état

Les prescriptions de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral n°839 du 7 février 2007 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement en tenant en compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comportera les principales dispositions suivantes (plans de remise en état annexe 3 du présent arrêté) :

- L'approfondissement du site amènera le carreau final à la cote 270 NGF ;
- Une rampe d'accès de pente maximale 10 %, constituée tout au long de l'exploitation au fur et à mesure de l'approfondissement sera conservée en fin d'exploitation depuis l'entrée du site ;
- Les fronts présenteront une hauteur de 15 m maximum afin de garantir leur stabilité. Dans cet objectif, ils seront également purgés de tout éventuel bloc instable. Le front dans les plaquettes sera limité à l'épaisseur de celles-ci ;
- Les fronts seront délimités par des banquettes de 5 m de largeur.

Article 6 : Prescription particulière en faveur de l'avifaune et de l'herpétofaune

Le réaménagement est à vocation écologique. Il s'agit donc, par le biais de l'exploitation, de créer un néo-milieu minéral favorable à l'implantation de certaines espèces pionnières.

6.1 Avifaune : Création de niche à Grand duc d'Europe

L'exploitant se charge de mettre en place 3 niches favorables à l'installation de ce rapace comme indiqué en annexe 3 du présent arrêté.

En cas de nidification sur le site de cette espèce, toute fréquentation humaine dans un rayon de 100 m sera interdite ; à minima 30 m autour du nid. Aucun tir de mine ne devra être réalisé dans un rayon d'au moins 150 m pendant toute la saison de reproduction (février à fin juillet).

L'activité de la carrière sera donc à adapter selon la présence de cette espèce.

6.2 Herpétofaune : Création de pierriers à reptiles

Ils seront localisés comme indiqués dans l'annexe 3 du présent arrêté.

Les aménagements proposés serviront à la fois de buttes d'enfouissement pour passer l'hiver à l'abri du froid en période d'hivernage et les pierriers comme site d'estivage et pour qu'ils puissent se thermo-réguler.

La réalisation de ces aménagements est détaillée en annexe 4 du présent arrêté.

Un trou sera creusé en pente douce, d'une profondeur de 80 cm, d'une largeur d'1 m et d'une longueur de 3 m. Il sera comblé par des blocs rocheux et des grosses pierres (20x20 cm minimum), puis recouvert en partie par du sable fin jusqu'à recouvrir les pierres et former un dôme d'environ 20 cm.

La partie « aérienne » du pierrier ne sera pas recouverte de sable et constituera le pierrier à reptiles. Les matériaux extraits lors de l'excavation des trous seront déposés en tas à côté, rajoutant un micro-habitat pour l'herpétofaune.

Ces aménagements, au nombre de cinq sur le carreau d'exploitation, seront construits au cours de la période d'exploitation en fonction de la réalisation du phasage.

La colonisation de ces pierriers par les reptiles sera suivie à l'occasion du suivi global Faune/ Flore/ Habitats.

Article 7 : Prescriptions particulières en faveur des habitats

7.1 Réouverture partielle et maintien de la pelouse afin de favoriser le report des individus

Cette réouverture concerne les bosquets de ligneux les plus denses situés dans la partie Nord-Ouest de la pelouse d'une surface de 0,45 ha. Le plan de localisation est joint au présent arrêté en annexe 5.

Les quelques pins présents en dehors de cette zone seront également coupés (sujet de diamètre supérieur à 10 cm).

Tous les deux ans, la pelouse calcaire sera entretenue par fauche ou gyrobroyage dans les zones de repousse des ligneux, afin de la maintenir ouverte.

Cet entretien sera réalisé en période hivernale (novembre à février inclus).

7.2 Préservation du merlon périphérique Nord

Le merlon périphérique Nord sera balisé et préservé afin d'éviter toute destruction d'individus d'espèces protégées et de cet habitat. Ainsi, tout dépôt de matériau et toute circulation ou stationnement d'engins sera interdit sur ce merlon.

Le balisage sera réalisé en présence d'un écologue, dès l'obtention de l'autorisation.

Le plan de localisation est joint au présent arrêté en annexe 6.

Article 8 : Suivis environnementaux

Un suivi global Faune/ Flore/ Habitats sera mis en place afin de suivre l'évolution des populations et habitats concernés par le projet et, le cas échéant, mettre à jour la liste des espèces concernées. Les habitats identifiés sont la carrière et la pelouse sèche voisine.

Ce suivi sera réalisé tous les cinq ans, lors de la dernière année de chaque phase (N+5, N+10, N+15, N+20).

Le planning de ce suivi est joint au présent arrêté en annexe 7.

À la fin de chaque année de suivi, un compte-rendu sera rédigé et transmis à la DREAL, avant le 31 mars de l'année suivante.

Le compte-rendu portera sur les actions de suivi, leur efficacité et les éventuelles mesures correctives à mettre en œuvre.

Article 9 : Remblayage de la carrière

Les prescriptions de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral n°839 du 7 février 2007 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Le remblayage est autorisé uniquement afin de renforcer le front localisé au Sud-ouest de la carrière comme indiqué dans le plan joint au présent arrêté en annexe 3, hormis cette zone et le carreau restera brut.

Ces travaux seront réalisés entre août et novembre inclus.

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Aucun stockage n'est autorisé en dehors du périmètre d'extraction de la carrière.

La surface dévouée pour la station de transit représentera 5 000 m² maximum.

Article 10 : Apport de matériaux inertes extérieurs et plate-forme de transit en vue de recyclage

Sur le site, seuls les apports extérieurs de matériaux inertes détaillés en annexe 8 du présent arrêté sont autorisés.

Les déchets issus des chantiers locaux du bâtiment, représentant un volume minimum annuel de 2 000 t à un volume maximum annuel de 8 000 t, pourront être accueillis sur la carrière.

La surface dévouée pour la station de transit représentera 5 000 m² maximum.

Contrôle

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets visée par le tableau ci-avant ;
- la quantité de déchets concernés.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies de ces annexes sont conservées pendant la même période.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Une benne de 15 m³ est installée sur le site afin de permettre de collecter les déchets non inertes éventuellement inclus dans ces chargements (ferrailles, bois, plastiques, souches d'arbres, etc) afin d'être évacués vers des filières adaptées.

Registre d'admission

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux extérieurs inertes et les moyens de transport utilisés (avec numéro d'immatriculation) et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé réception des déchets ;
- le nom et les coordonnées du producteur de déchets, en référence à la liste des déchets visée par le tableau ci-avant ;
- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification de documents d'accompagnement ;

- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Recyclage

Les opérations de recyclage consistent en des opérations de concassage, déferraillage magnétique (pour béton armé) et criblage sur une installation mobile, qui interviendra par campagne sur le site.

Un bilan des volumes et tonnages annuels des matériaux recyclés transitant sur la carrière, ainsi que leur origine, sera transmis annuellement à l'Inspection lors de l'enquête annuelle sur les carrières.

Article 11 : Plans

Les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral n°839 du 7 février 2007 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Un plan à l'échelle 1/ 1000 est établi.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction visés à l'article 4 ;
- les pistes et voies de circulation ;
- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte... ;
- la station de transit ;
- la zone de stockage des matériaux recyclés en vue de leur réutilisation ;
- les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux...

Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an et adressé à l'Inspection des installations classées.

Article 12 : Montant des garanties financières

Les prescriptions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral n°839 du 7 février 2007 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

La durée de l'autorisation est divisée en 4 périodes quinquennales.

À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état joint en annexe du présent arrêté présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes est de :

- première phase : 110 000 euros
- seconde phase : 115 000 euros
- troisième phase : 89 000 euros
- quatrième phase : 89 000 euros

L'indice TP01 ayant servi à calculer ces garanties financières est de 113,5.

Article 13 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société SAS BONGARZONE.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Grandchamp pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Grandchamp pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de Langres, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Grandchamp ainsi qu'à l'exploitant.

Chaumont, le **08 AOUT 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture,

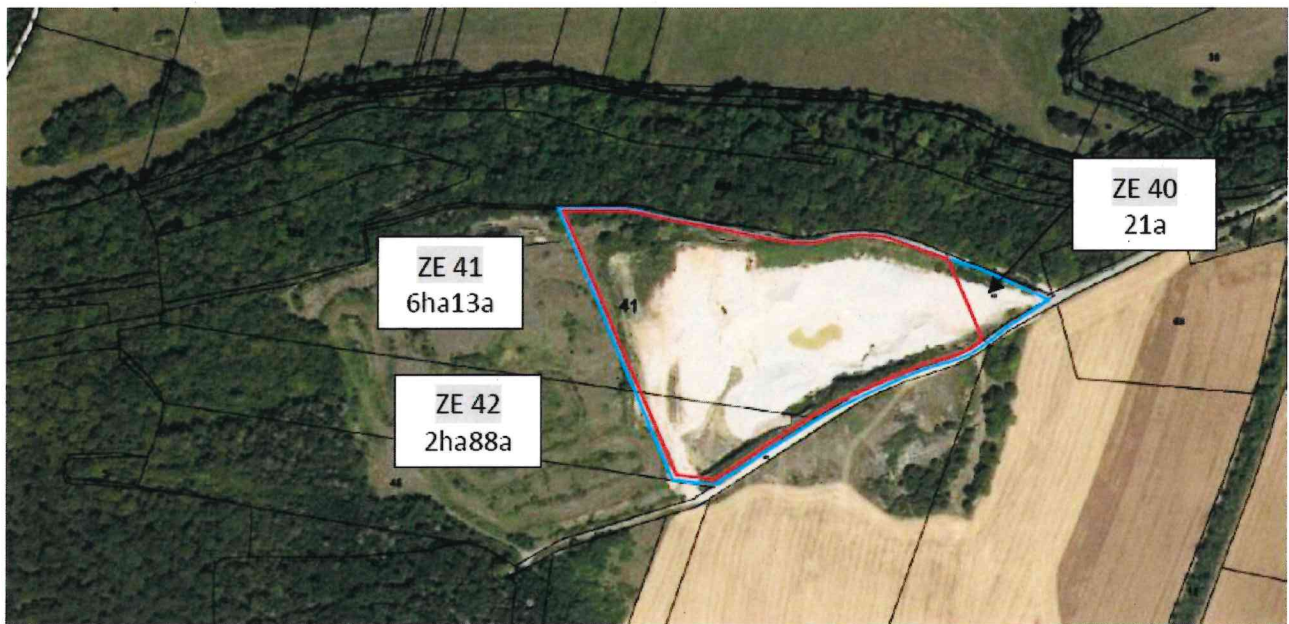


Guillaume THIRARD

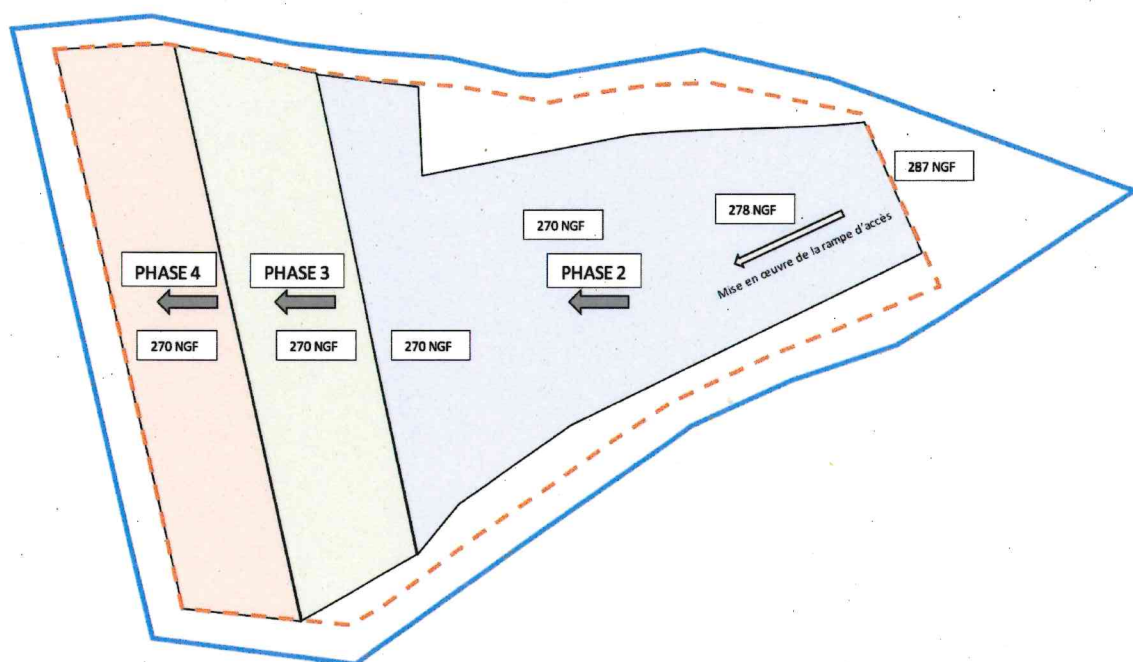
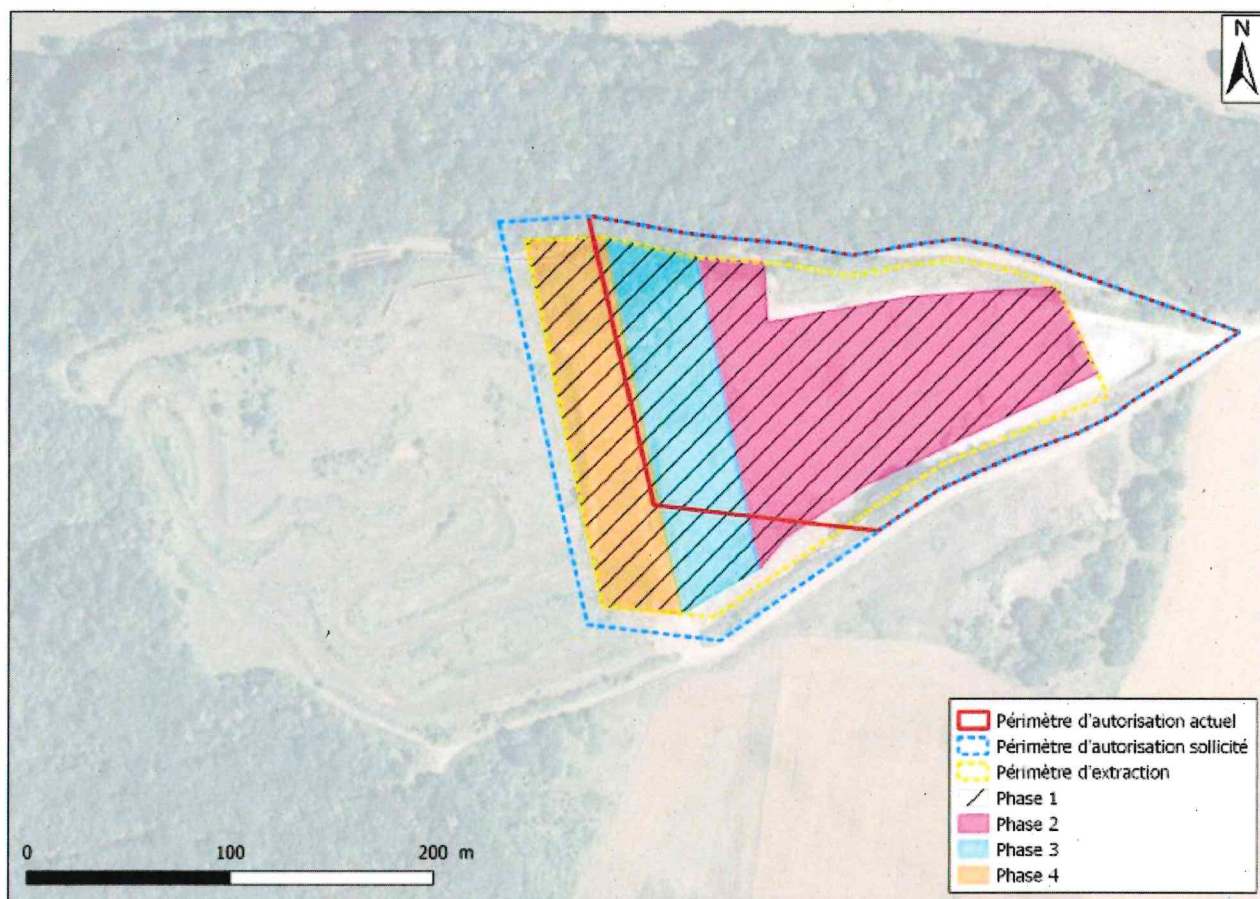
Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication.

Annexe 1 : Plan des périmètres d'exploitation

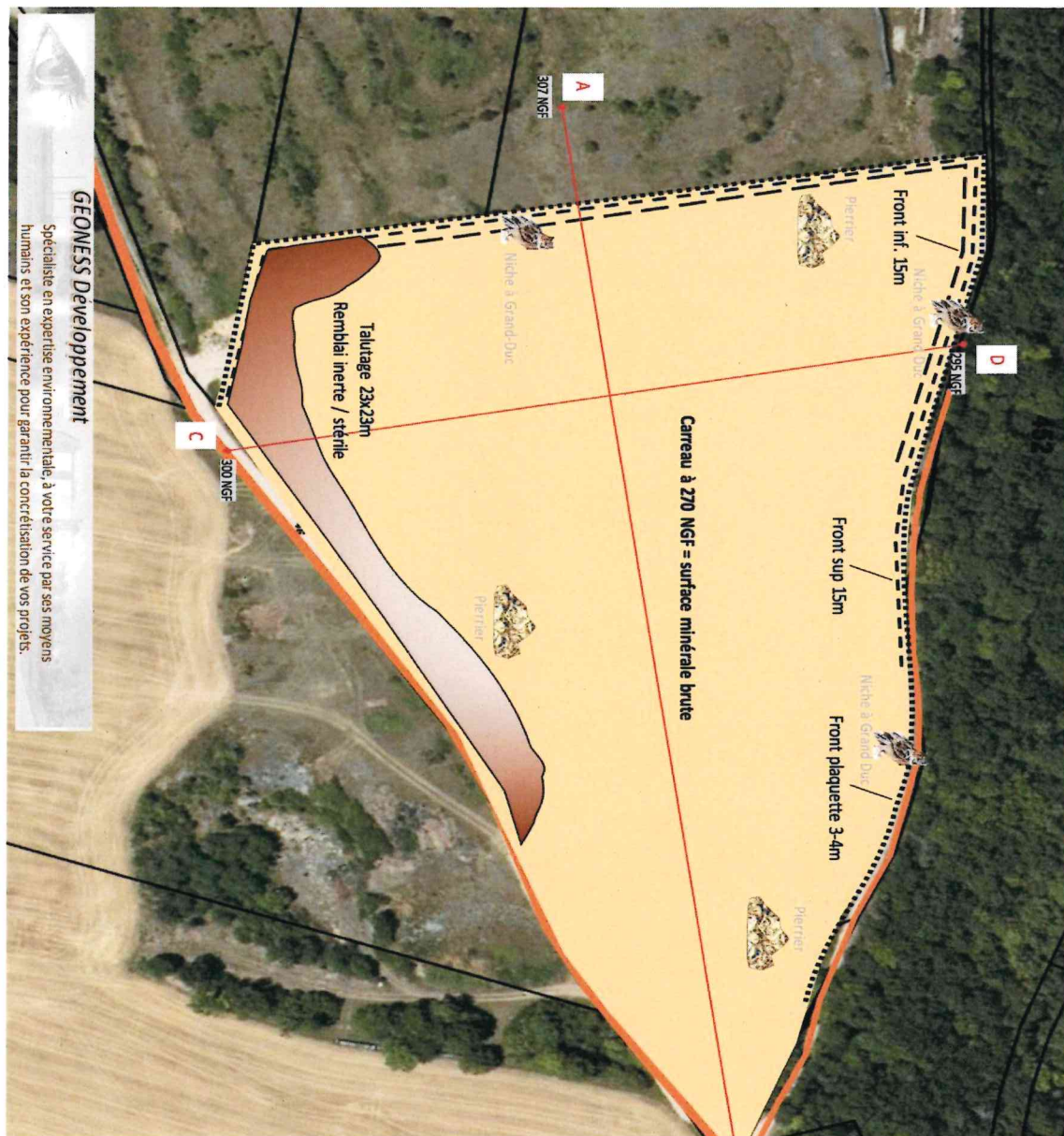
- Périmètre d'autorisation PA
- Périmètre d'extraction PE



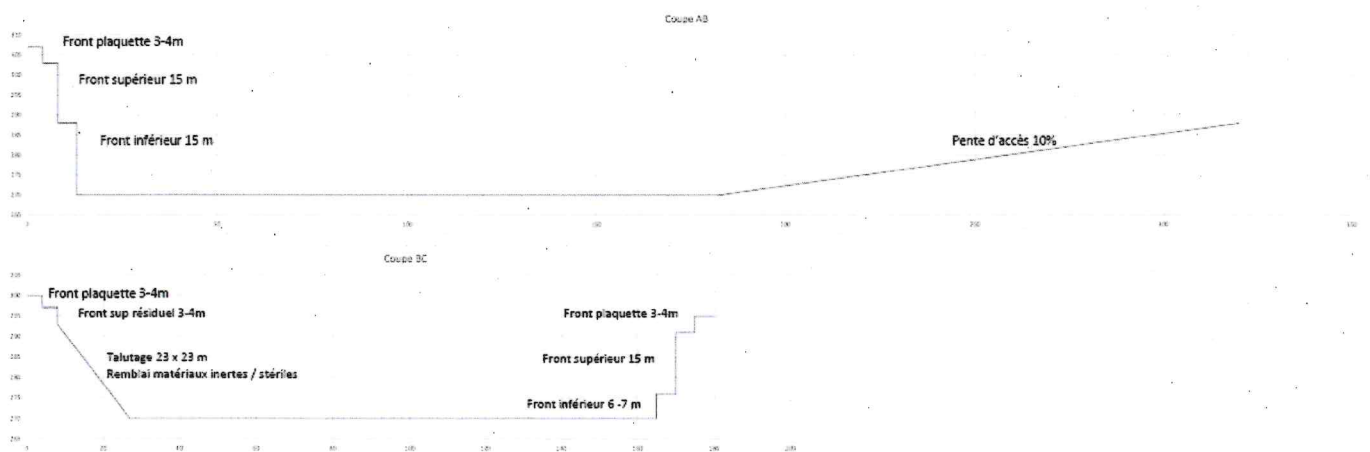
Annexe 2 : Plan de phasage



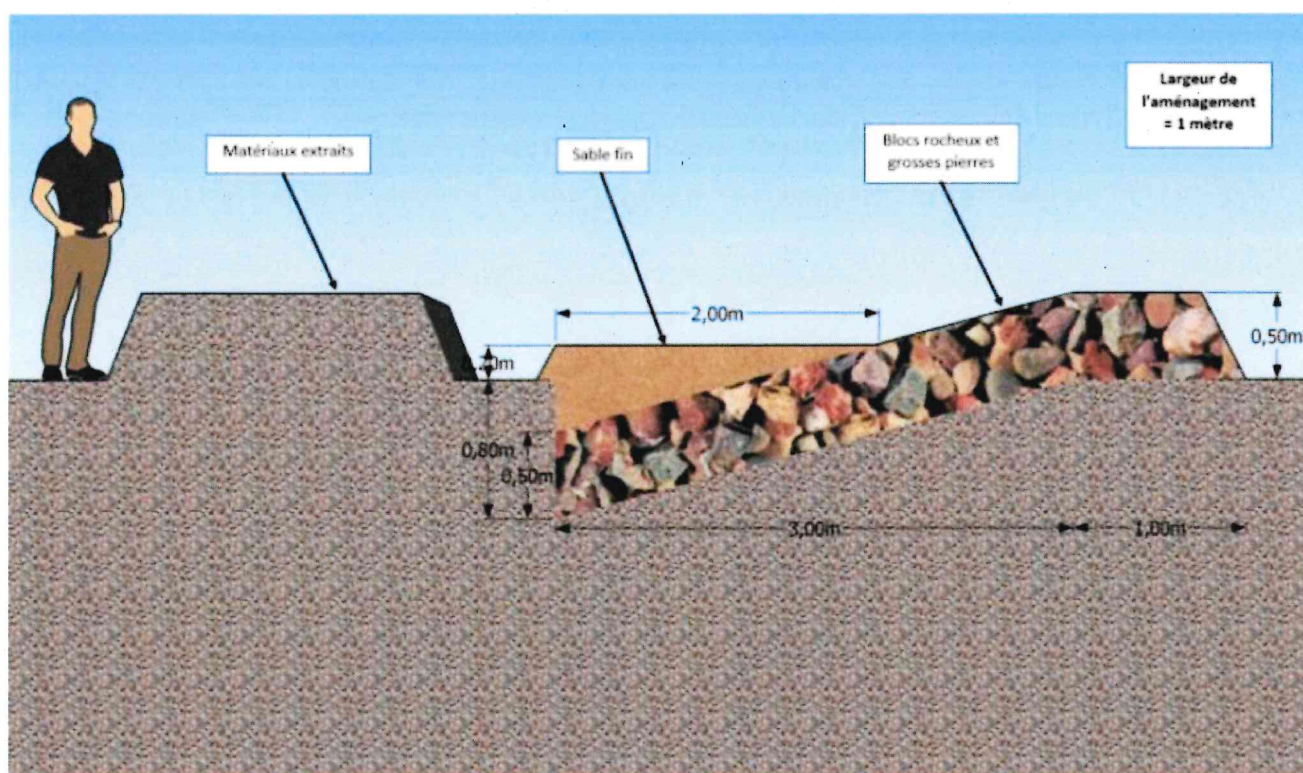
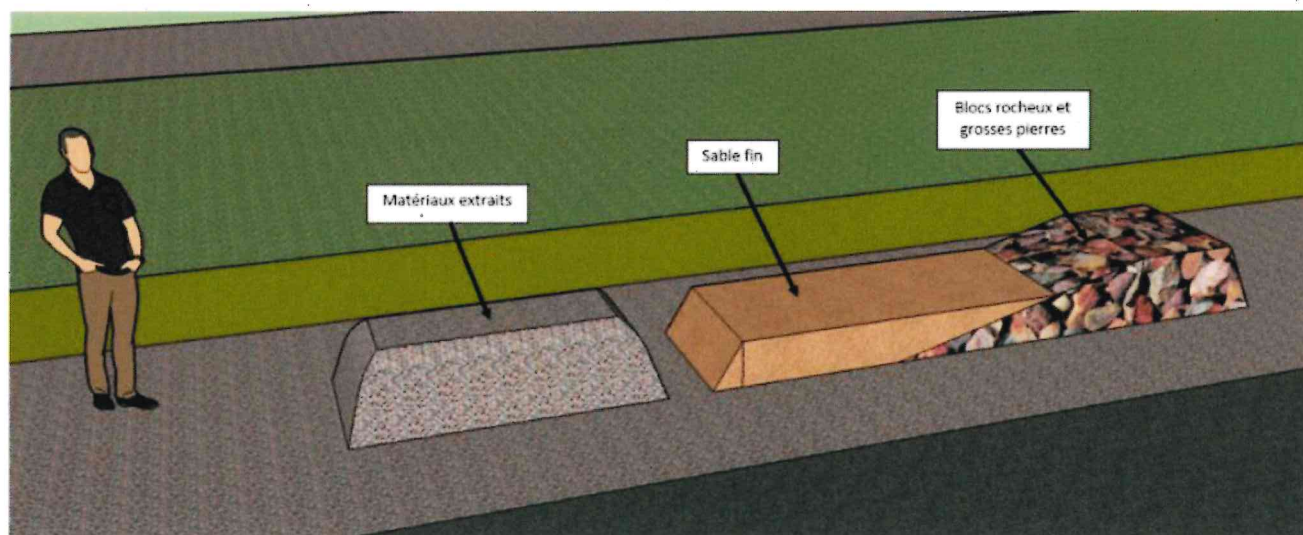
Annexe 3 Plan de réaménagement de la carrière



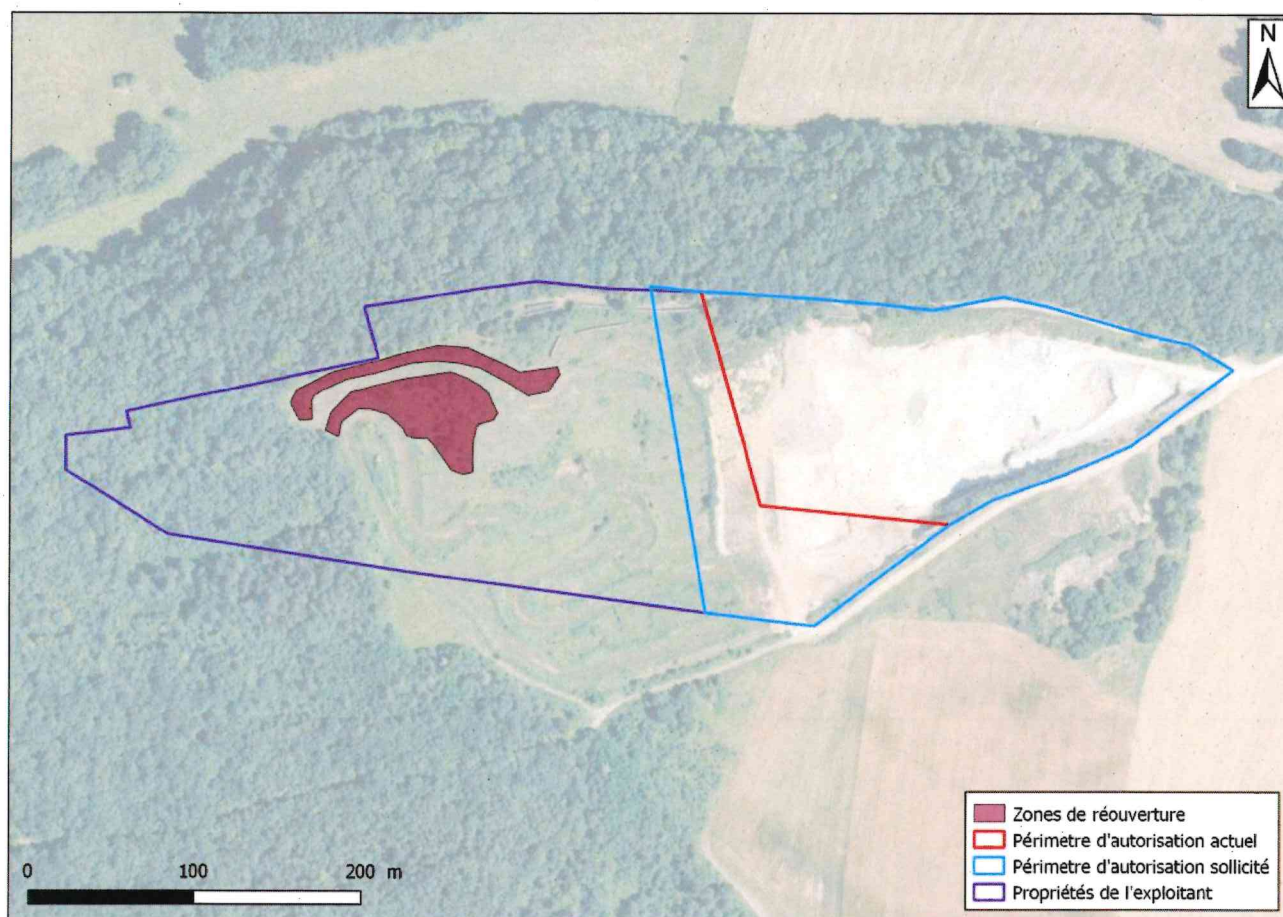
Profil en travers de la carrière à l'état final



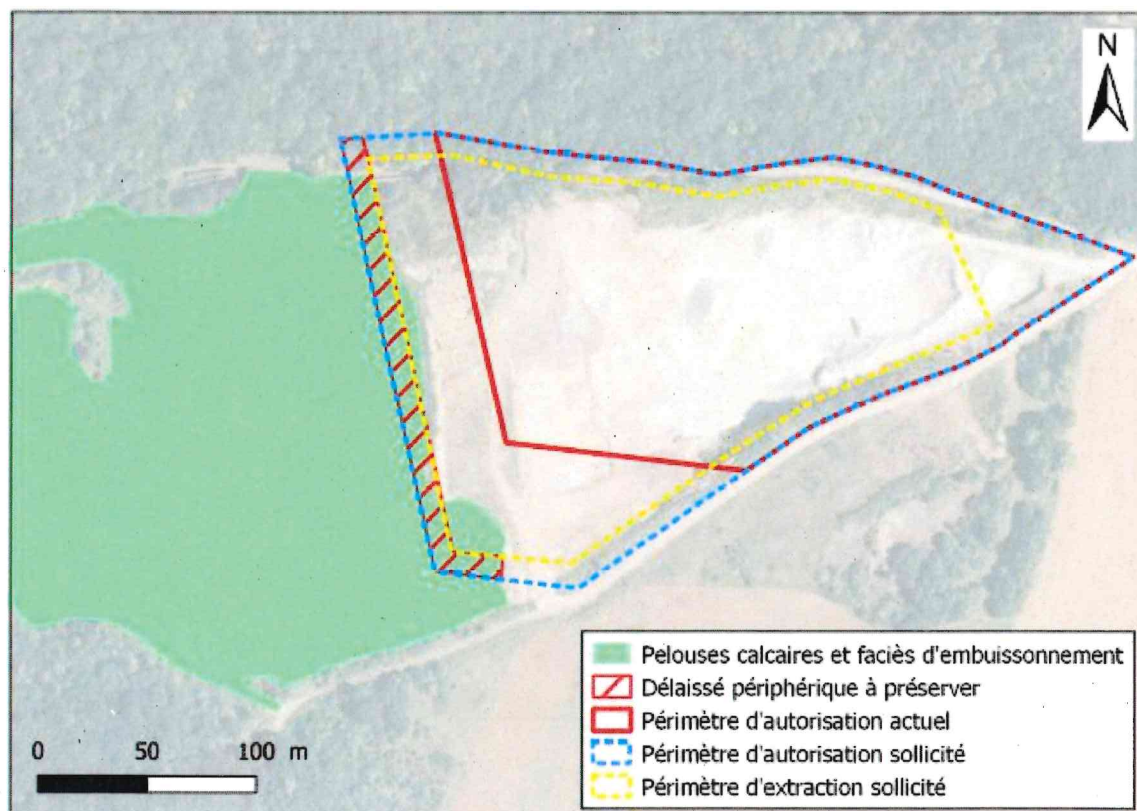
Annexe 4 : Aménagement en faveur de l'herpétofaune



Annexe 5 : Localisation de la zone de réouverture de la pelouse calcaire



Annexe 6 : Localisation des merlons périphériques maintenus



Annexe 7 : Planning des suivis environnementaux

		Année(s) de mise en œuvre au cours de l'exploitation																			
		Phase 1					Phase 2					Phase 3					Phase 4				
Année		1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
Suivi	Accompagnement du responsable de carrière	X																			
	Suivi complémentaire des amphibiens	X	(X)																		
	Suivi de l'installation du Grand-duc d'Europe	X	X	X	(X)	(X)															
	Surveillance de la flore invasive					X					X					X					X
	Suivi global Faune/Flore/Habitats					X					X					X					X
	Suivi de la colonisation de la zone de pelouse réouverte					X					X					X					X
	Suivi de la colonisation des pierriers à reptiles					X					X					X					X
	Suivi des niches complémentaires à Grand-duc d'Europe					X					X					X					X

Mois		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Suivi	Suivi de l'installation du Grand-duc d'Europe												
	Surveillance de la flore invasive												
	Suivi de l'avifaune nicheuse												
	Suivi des reptiles												
	Suivi des amphibiens												
	(Suivi des chiroptères en chasse)												
	Suivi de l'entomofaune												
	Suivi de la flore et des habitats naturels												

Annexe 8 : Déchets acceptés sur la station de transit, en vue de recyclage, et de remise en état

CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe